



## *Church and Peace*

Church and Peace est le réseau interconfessionnel et européen de communautés, Églises et organisations pour qui le témoignage en faveur de la paix est l'une des caractéristiques essentielles de l'Église de Jésus-Christ.

### **Le réseau européen pour la paix met en garde contre l'extension de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) pour un soutien militaire aux Pays Tiers**

Schoeffengrund, 12 octobre 2016

« La proposition de la Commission de l'UE d'élargir l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) dans le but de renforcer et d'élargir les capacités militaires des Pays Tiers, ne doit pas être appliquée » dit le Conseil d'administration du réseau Church and Peace.

« Vu les nombreuses tâches dans le domaine civil du travail pour la paix, la proposition de la commission de l'UE, de financer à l'avenir un renforcement des équipements militaires à partir d'un budget très limité, laborieusement négocié, est inacceptable. Et les 100 millions d'€uros que la Commission Européenne veut dépenser pour cela dans les quatre prochaines années, seront probablement pris du l'Instrument de financement de la coopération au développement (ICD) » constate Antje Heider-Rottwilm, présidente de Church and Peace.

Church and Peace met en garde : « Cette proposition est formulée de manière tellement générale et globale, qu'elle est inappropriée pour combattre l'instabilité, les conflits et d'autres causes de migrations, au contraire elle a le potentiel de renforcer les régimes mis au ban, leurs armées et leurs milices. » « De plus, l'élargissement du IcSP est la petite porte pour arriver à la création d'un budget de la défense de l'UE. »

D'après la Commission, les munitions et les armes sont exclues, mais les prestations sont énoncées de manière tellement générale que l'UE deviendrait exportateur de biens militaires et de services, comme la construction de bases militaires, la mise en place de systèmes de communication et de rapports de situation - des mesures tout aussi décisives que des armes meurtrières.

« Cette politique va tout à fait dans le sens de l'augmentation des forces armées, comme certains gouvernements européens le demandent depuis des années. Nous sommes horrifiés de constater que cette approche se retrouve maintenant dans la stratégie globale de l'UE, que la responsable de la politique étrangère Federica Mogherini a présenté fin juin 2016. Nous critiquons en particulier l'idée que la politique de développement doive devenir plus flexible et s'adapter à nos priorités stratégiques (cf. le [communiqué de Church and Peace concernant la stratégie globale de l'UE du 1.7.2016](#)).

Nous mettons en garde, de manière insistante, contre un tel changement des paradigmes fondamentaux. Cette proposition est un nouveau pas pour que l'argent destiné au travail pour la paix et l'aide au développement soit progressivement utilisé pour d'autres objectifs comme la construction d'équipements militaires ou le contrôle des migrants. Une politique étrangère qui parle de bonne gouvernance, de développement social et économique, n'est plus crédible et la dissuasion militaire des réfugiés remplace la lutte contre les causes des conflits armés. »

#### **Arrière-plan :**

L'IcSP a été créé en 2007 et 2014 et remanié, parce qu'il manquait à l'UE un outil pour combler le vide entre la politique de sécurité et le développement basé sur une approche civile. Il se fonde juridiquement sur les articles du Traité de Lisbonne pour l'Aide au Développement (Art.209 VFEU) et la collaboration technique (Art.212 VFEU) c'est à dire que toutes les mesures doivent poursuivre un objectif de développement. Le budget de 2,3 milliards d'Euros pour 2014 - 2018 sert à renforcer la politique de l'UE en matière de réponse rapide aux crises avec des moyens civils, en particulier à renforcer le soutien aux mesures humanitaires, comme la prévention des conflits civils et la consolidation de la paix avec le soutien de l'ONU et la formation d'initiatives de la société civile, entre autres la médiation, le dialogue et le soutien des processus de réconciliation. Il est aussi destiné à la préparation de policiers en mission de police internationale ou la démobilisation et la réintégration d'anciens combattants, et d'enfants-soldats. IcSP est le seul outil du budget pour la prévention civile de crises et de gestion civile des conflits. Un élargissement à des objectifs militaires est illégal selon les avis de différents services juridiques de l'UE ; il menace, en plus, le côté civil particulier de l'IcSP et risque de le dominer, voire le détruire.

Contact: Antje Heider-Rottwilm: +49 172 5162 799